Rencontre avec

SUR LA VOIE DU GAULLISME:

Nicolas Dupont-Aignan,

président de «Debout la France» :

«Il est temps de redorer le blason de la République française et de l'immuniser»

Dans un contexte européen pour le moins convulsif, où l'Union européenne connaît toutes d'affres ; où les esprits en France s'échauffent à l'approche des échéances présidentielles, où l'économie d'un grand pays européens, dont la Grèce, se trouve carrément exsangue…, nos correspondants à Paris ont eu l'occasion d'interviewer Nicolas Dupont-Aignan, président de «Debout la France».

Homme politique très en vue, fort sollicité, Nicolas Dupont-Aignan fut membre du Rassemblement pour la République (RPR), du Rassemblement pour la France (RPF), de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), qu'il quitte par la suite pour fonder un nouveau parti, Debout la République, devenu Debout la France. Maire d'Yerres (Essonne) depuis 1995, il est aussi député depuis 1997. Nicolas Dupont-Aignan se prononce pour le « non » au référendum de 2005 sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Il est potentiellement candidat à l'élection présidentielle de 2017.

■ **TribunePlus** : ***Quels sont vos priorités si vous êtes élu président de la République ?***

J'envisage prioritairement de réformer l'éducation, de revoir les programmes afin de répondre aux nécessités nationales les plus urgents et les plus pressantes. Rétablir ensuite les contrôles à nos frontières, c'est qu'on ne peut ouvrir les portes de la France à tous les courants d'air. Rétablir le service militaire sous forme d'un service civique de 3 mois.

■ **TribunePlus** : ***Que pensez-vous de cette floraison de candidats à un an des présidentielle ?***

Je souhaiterais voir de nouveaux candidats, de nouveaux noms, qu'on évite de voir les mêmes. Il faut du sang neuf pour la France, une autre génération. Quant à mes idées reprises par certaines personnes, je me méfie des produits frelatés !

■ **TribunePlus** : ***Vous êtes crédité de 6 à 7 % dans les sondages, comment comptez vous agir pour remonter dans les sondages et faire décider les absentéistes à venir voter ?***

J'ai encore neuf mois devant mois pour remonter dans les sondages, je ferai compagne pour inciter ces 50% d'électeurs qui ne votent pas. C'est un désastre de voir 20 millions de français qui ne veulent plus s'exprimer. Le premier parti en France n'est pas le front national, mais se sont les absentéistes.

■ **TribunePlus** :***Vous êtes omniprésent dans les médias… où sont les autres responsables de votre parti ?***

Vous avez raison, les médias n'invitent pas les autres responsables parce qu'ils ne sont pas connus. Les choses doivent changer et je ferai en sorte que les militants de «Debout la France» participeront aux débats, chaque fois où le parti est invité.

■ **TribunePlus** : ***Quelle est donc la différence entre vos positions et celles du «Front National» ?***

Il y a des différences, Debout la France a dans ses rangs

beaucoup de gens de différentes origines. Vous savez, le Français lambda comprend bien cela.

Je voudrais dire, qu'on arrête de taxer de raciste celui qui s'exprime contre le flux d'immigrés. Les gens du Front national ne sont pas plus racistes que d'autres. Un français qui affirme son appartenance à la France n'est pas raciste, il est comme tout un chacun qui défend ses valeurs et son appartenance.

■ **TribunePlus** : ***Dans votre programme apparait la construction de nouvelles prisons et l'agrandissement des actuelles, que voulez vous exprimer par là ?***

Les autorités sont laxistes en matière d'exécution des peines On doit être ferme avec les dealers, implacable même, car il n'est pas pensable qu'on laisse en liberté des délinquants récidivistes.

■ **TribunePlus** : ***Ne faut-il pas traiter le problème en amont par l'éducation et la prévention ?***

On a tout essayé et ça n'a rien donné. Je suis même pour la double peine. Toute personne commettant un délit devra être expulsée une fois sa peine purgée. Tout étranger vivant en France doit être expulsé s'il ne respecte pas lois de la République laïque.

■ **TribunePlus** : ***Vous êtes maire de la ville d'Yerres en banlieue parisienne élu avec près de 80% des voix, vous faites un travail excellent surtout en matière d'écologie, votre ville est elle jumelée avec des villes étrangères et que pensez vous d'un jumelage avec une ville tunisienne ?***

En effet, je suis élu trois fois de suite avec des scores respectables. La ville d'Yerres est jumelée avec une ville allemande. Ceci étant, je ne vois pas d'inconvénient qu'elle soit jumelée avec une ville tunisienne, la décision n'incombe pas à moi tout seul. On pourrait envisager toutes sortes de partenariat avec votre beau pays.

■ **TribunePlus** : ***Le sujet d'actualité qui occupe les esprits est bien celui du Brexit . Vous avez comparé la sortie de la GB à la chute du Mur de Berlin, à la victoire de 1945 et même à la révolution de 1789. Vous assumez de tels propos…***

C'est indéniablement un évènement historique, c'est la première fois qu'un pays quitte l'UE, car cette dernière est une instrumentalisation de l'idée de l'Europe ; en somme un kidnapping, une trahison de l'idée de départ. Il est temps de dire stop et les Britanniques l'ont bien exprimé. Il n'y a pas une nation au monde qui accepte qu'on lui impose le dictat des technocrates non élus. Nous sommes les otages des fonctionnaires de Bruxelles. A un moment,

il faut oser se désengager d'une telle domination.

J'ai, depuis longtemps, appelé à une nouvelle organisation d'Etats nations libres. Je lance un projet d'un traité alternatif : une Europe gaullienne qui décide de ses frontières, son budget et ses lois.

■ **TribunePlus** : ***De Gaule était sceptique, quant à l'intégration de la GB dans l'Europe, il avait usé du droit de véto de la France…***

De Gaule a toujours refusé la supranationalité, c'est-à-dire des gens non élus qui vous imposent leur dictat et décident pour la France, ce temps est révolu. Ça va être dur de reprendre notre liberté de cette organisation qui sert les intérêts des finances. La Commission européenne est une commission multinationale, celle des banques, elle est forcément américaine. L'on a vu comment, avec le Brexit, les places boursières se sont emballées. Regardez la Grèce, membre de l'UE, comment elle a été appauvrie, opprimée même, la loi de travail en France, les travailleurs détachés des pays de l'Est qui viennent travailler en France et qui ne cotisent pas, c'est un dumping social ! 500 000 emplois perdus dans notre pays, ce phénomène migratoire incontrôlé profite largement aux plus riches.

■ **TribunePlus** : ***Pourtant ce ne sont pas ces arguments qui ont été utilisés : l'axe fondamental de l'argumentation étayée fut celui du repli anglo-saxon…***

Parce que les Anglais ne sont pas comme nous, et ils ont raison !

■ **TribunePlus** : ***Comptez-vous organiser un «Frexit» ?***

Non, et c'est bien ma différence avec le Front national. Je propose de négocier un traité allégé.

■ **TribunePlus** : ***Sarkozy a souligné la même idée…***

Non, Sarkozy veut apporter des modifications mais le sens sera le même que l'existant. Pour ma part, je préconise un traité inter-gouvernements où l'on retrouve nos frontières nationales, en envisageant une coopération entre pays restreints (3 ou 4 pays), autour d'une initiative phare comme Airbus ou Ariane.

■ **TribunePlus** : ***Plus de Schengen alors ?***

Non, plus Schengen, ça ne marche pas, je veux que chaque pays retrouve ses frontières nationales. Retrouver notre liberté d'action en encourageant une coopération méditerranéenne entre la France, l'Italie et l'Espagne, d'un côté et les trois pays de Maghreb, de l'autre.

Pour maitriser le flux migratoire, il faut promouvoir une vraie coopération avec nos voisins maghrébins. Développer le Maghreb est vital pour nous tous. Il faut dépasser ce passé qui remonte à chaque fois, moi je n'ai pas de complexe, je n'ai connu que des pays indépendants et égaux, nous devons assurer notre avenir en commun.

■ **TribunePlus** : ***Vous avez critiqué l'intégration de l'ELCO (Education des langues et Cultures d'Origine) dans les programmes scolaires, n'est ce pas mieux pour justement contrôler les programmes dispensés ?***

J'ai toujours appelé à la suppression pure et simple de l'ELCO, c'est une pure aberration. Il faut en priorité apprendre aux enfants le français et leur inculquer une instruction publique et civique. Il n'y a pas d'accès à la citoyenneté, pas d'assimilation possible dans le bavardage de l'éducation actuelle.

■ **TribunePlus** : ***Vous avez cité le mot assimilation, n'est ce pas l'intégration qu'il faut promouvoir ?***

Non, je préconise l'assimilation, ça n'empêche pas de préserver l'attachement à l'identité. Je répète et je maintiens ASSIMILATION ! Longtemps, sous prétexte d'intégration, on a laissé s'effilocher le pacte national, on a laissé se développer des communautarismes avec toutes les conséquences néfastes et autres débordements subversifs que cela entraîne.

J'ai beaucoup d'adhérents d'origine étrangère dans « Debout la France » ; ils sont bien assimilés et ne perdent pas pour autant leur identité ni leurs racines. L'assimilation ne veut pas dire être identique. La France reste l'un des pays les plus accueillants au monde. Il ne faut pas tomber dans l'ambigüité ni dans l'amalgame, je refuse le choix d'aller au Front national. Je représente le patriotisme serein, tranquille et sérieux. Un patriotisme du rassemblement et de la tolérance. L'âme de la France est le profond respect de l'Autre. Je veux une France qui coopère non seulement avec l'Allemagne mais avec tous nos voisins. Nous avons autant de liens, aussi essentiels, avec le Maghreb qu'avec l'Allemagne ; il y a plus de gens d'origine maghrébine que d'Allemands en France, il faut bien s'occuper d'eux, en partant sur des bases d'égaux à égaux.

Nous devons assurer la prospérité collective dans le bassin méditerranéen. La situation est grave : on ne peut, par exemple, laisser la Tunisie que je connais bien, dans la confusion et l'incertitude. Je suis prêt à visiter votre pays et rencontrer les responsables politiques à Paris pour entrevoir ensemble des perspectives prometteuses pour l'ensemble de la région.

■ **TribunePlus** : ***La loi Elkhoumri déclenche moult débats et les protestations mobilisent beaucoup de policiers, où va-t-on ?***

A bien des égards, cette loi est bien mauvaise, car il existe d'autres solutions plus pratiques et moins polémiques. Le gouvernement va passer en force (49-3). Nous devons renforcer la démocratie et encourager le dialogue dans le monde de travail, associer les salariés aux décisions internes des entreprises et renforcer l'actionnariat.

■ **TribunePlus** : ***Sur le plan des relations internationales, quelle est votre position concernant le conflit israélo-palestinien?***

Je suis porté par la sereine conviction que l'existence de deux Etats indépendants est indispensable et nécessaire : l'un pour Israël, l'autre pour la Palestine. Ce conflit a malheureusement assez duré, c'est pourquoi il faut urgemment une solution adéquate, raisonnée afin de mettre fin à cet épineux problème, à des pertes civiles et militaires pour le moins regrettables.

Souvent ce problème a des répercussions néfastes en France. Qu'on arrête de parler de religion : chacun a droit au respect de sa foi, nous devons vivre en parfaite osmose dans une république laïque qui met toutes les croyances sur le même pied d'égalité. Pour ma part, je hais avec tant de raison le communautarisme, tout précisément le repli communautaire que je combats avec force et conviction.

■ **TribunePlus** : ***Le mot de la fin ?***

Que la paix règne sur nos deux beaux pays.

Propos recueillis par nos correspondants à Paris
Désirée HADDAD BELLAICHE
Noureddine CHAFAI